

Les travailleurs peinent à joindre les deux bouts du mois



A l'occasion de la fête des travailleurs du 1^{er} mai 2025, les syndicalistes se lamentent que les salaires se sont érodés face à une dépréciation monétaire importante.

SOCIETE



COSYBU

« Que le salarié puisse couvrir ses besoins essentiels » (page 2)

SOCIETE



Autonomisation de la femme

Le développement du pays en dépend (page 4)

SOCIETE



Journée internationale du travail 2025

Quatre cadres du PAEEJ décorés pour leur engagement... (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Le travailleur entre le marteau et l'enclume



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef adjoint

La fête du Travail de ce 1^{er} mai 2025 a été célébrée dans un contexte où le travailleur burundais affirme mener une

vie pénible. Aujourd'hui, le travail et la vie quotidienne du salarié se retrouvent à la croisée des chemins : un dilemme entre abandonner son emploi ou s'y accrocher désespérément, tel une tique à la peau d'une vache maigre surtout pour celui affecté loin de sa famille ou qui peine à se déplacer à cause de la pénurie récurrente de carburant.

Les salaires actuels ne sont pas indexés au coût de la vie. Il devient difficile de satisfaire les besoins fondamentaux tels que le paiement du loyer, l'alimentation, ou encore l'éducation des enfants et cela, même pour ceux qui ont un emploi rémunéré. Il existe même

des personnes qui s'adonnent au bénévolat, simplement pour détourner le regard de la société et montrer qu'elles ont un travail. Du chômage déguisé, quoi !

Les défis auxquels font face les salariés aujourd'hui sont nombreux : non-respect des contrats, surcharge de travail, absence d'équipements de sécurité, faible couverture en matière d'assurance maladie pour n'en citer que quelques-uns. Face à cette réalité, beaucoup de salariés n'ont qu'une seule préoccupation : joindre les deux bouts du mois.

Et pourtant, dès qu'il obtient un emploi, le travailleur cherche

à améliorer ses conditions de vie. Il tente de faire de son mieux, même lorsque le salaire qu'il perçoit n'est ni indexé à la productivité ni ajusté au coût réel de la vie.

Alors, faut-il seulement augmenter les salaires pour faire face à la dépréciation monétaire et à la vie chère ? Pas forcément. Des efforts pourraient être déployés pour changer la donne autrement : en détaxant certains produits de base, en rendant disponibles les produits stratégiques comme le carburant, ou encore en augmentant la production nationale.

Et poser la question n'est pas un crime : pourquoi ne pas favoriser l'affectation des conjoints dans une même région ? Pourquoi ne pas donner davantage de poids aux syndicats pour amorcer un dialogue constructif avec le Comité National de Dialogue Social ? Pourquoi ne pas alléger certaines taxes ou créer des emplois à travers l'encouragement des investissements privés ?

Il est temps que des volontés claires soient exprimées et traduites en actions concrètes. Il faut éviter que les salariés ne tombent dans le gouffre du désespoir.

SOCIETE

Célestin Nsavyimana, président de la COSYBU

« Que le salarié puisse couvrir ses besoins essentiels »

A l'occasion de la fête des travailleurs du 1^{er} mai 2025, Célestin Nsavyimana, président de la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU) retrace le vécu difficile des travailleurs et propose des pistes de solution. Interview exclusive pour Burundi Eco

1. Comment les travailleurs burundais vivent-ils aujourd'hui les réalités économiques et sociales du pays, notamment avec l'augmentation du coût de la vie ?

R : Célestin Nsavyimana : Les travailleurs burundais, comme tout le monde, vivent dans des conditions très difficiles pour plusieurs raisons, notamment l'augmentation exponentielle du coût de la vie. Les prix des produits de première nécessité, en particulier les produits importés, sont hors de contrôle. Le carburant manque, alors qu'il est essentiel pour la mobilité des personnes et des marchandises. Ce qui influe sur les prix.

Il est difficile pour un fonctionnaire de se déplacer entre son domicile et son lieu de travail. C'est très compliqué. Les salaires se sont érodés face à une dépréciation monétaire importante. Ainsi, avec leurs salaires, les fonctionnaires sont dans l'incapacité de couvrir leurs besoins essentiels, tels que les frais de loyer, l'alimentation, le transport, la scolarisation des enfants, l'habillement...



Célestin Nsavyimana, président de la COSYBU : Les travailleurs burundais, comme tout le monde, vivent dans des conditions très difficiles.

2. Quelles sont les principales revendications du syndicat ?

R : Les revendications sont multiples, mais en premier lieu, il y a les conditions de vie. Il est essentiel que le salarié puisse satisfaire les besoins de première nécessité, c'est-à-dire se loger, se nourrir et se déplacer, au minimum. Nous demandons aux pouvoirs publics de trouver des mesures d'accompagnement pour réduire les prix des produits de première nécessité et rendre disponibles les produits stratégiques, notamment le carburant.

3. Y'a-t-il un dialogue sur le coût de la vie entre les syndicats et le gouvernement ? Si oui, y'a-t-il eu des avancées concrètes ?

R : Il n'y a pas de dialogue sur le coût de la vie. Toutefois, il existe parfois un dialogue classique sur le monde du travail, lequel rencontre parfois des difficultés avec certains partenaires. Les autorités ont un pouvoir décisionnel, mais elles ne souhaitent pas s'impliquer dans le dialogue.

4. Vous œuvrez également dans le secteur informel. Quelles sont les conditions de travail, surtout dans le secteur du transport ?

R : Pour se déplacer, il faut deux choses : un véhicule et du carburant.

Apparemment, il y a des véhicules, mais il n'y a pas de carburant en quantité suffisante. Ce qui rend difficiles les conditions de travail. Il y a donc une diminution des recettes, des problèmes d'entretien et de maintenance des véhicules (les pièces de rechange coûtent cher à cause de la dépréciation monétaire). Les concernés ne gagnent pas, car il n'y a pas assez de carburant. Les conditions de travail sont déplorables, sans parler de l'état des routes dégradées. Cela a un impact négatif sur l'exploitation du transport en commun.

5. De nombreuses familles vivent séparées en raison des exigences professionnelles et malgré le coût de la vie difficile. Quelle observation en tireriez-vous ?

R : C'est une question à la fois sociale, psychologique et économique. Le célibat géographique était déjà un problème complexe bien avant la hausse exponentielle du coût de la vie. Il y a eu le redéploiement du personnel dans les secteurs de l'enseignement et de la santé. Ce qui a entraîné la séparation des familles. Madame est restée dans une province, tandis que le mari est allé dans une autre. Cette situation préoccupe particulièrement les syndicats, notamment ceux des secteurs de l'enseignement et de la santé, ainsi que la COSYBU. Nous demandons toujours au

gouvernement, dans la mesure du possible, de favoriser le regroupement des conjoints près de leur lieu de travail.

Au sein du ministère en charge de l'Education, dès qu'il y a des places disponibles, des efforts sont faits pour privilégier le regroupement des familles, mais les résultats tardent à venir.

La séparation des familles entraîne un mal-être. Cela revient à gérer deux ménages au lieu d'un seul. Ce qui entraîne une augmentation des dépenses sans oublier l'impact psychologique de cette séparation sur les enfants, qui peuvent passer un mois, deux mois, voire trois mois sans voir l'un de leurs parents.

6. Plaidez-vous pour une augmentation des salaires ?

R : Bien sûr, il faut augmenter les salaires, mais comment le faire en pleine crise ? La solution ne réside pas uniquement dans l'augmentation des salaires pour faire face au coût de la vie. L'Etat pourrait, par exemple, alléger certaines taxes et impôts, ou encore garantir la disponibilité des produits essentiels comme le carburant. Ce qui contribuerait à faire baisser les prix.

L'augmentation des salaires sera envisageable lorsque la production augmentera. Cela implique une hausse du PIB, une amélioration des recettes fiscales et donc une capacité accrue de l'Etat à revaloriser les salaires. La production ne repose pas uniquement sur les travailleurs. Elle implique aussi les employeurs et l'Etat. Il est donc nécessaire de

mettre en place des politiques de création d'emplois et de richesses. Ce qui exige l'implication de tous les acteurs.

C'est pourquoi nous appelons constamment au dialogue, notamment à travers le Comité National de Dialogue Social, afin de souligner le rôle de chacun dans la réalisation de la vision : Burundi pays émergent en 2040, pays développé en 2060.

7. Quels messages d'espoir souhaitez-vous adresser aux travailleurs ?

R : C'est toujours un message d'espoir. Beaucoup se découragent et estiment qu'il est inutile de participer à la fête du Travail. Pourtant, malgré des conditions de vie difficiles, il est important d'y prendre part. C'est justement l'occasion d'exprimer ses revendications.

Après les festivités, il serait même souhaitable de se réunir, de cotiser si nécessaire et de créer un espace d'échange entre employés et employeurs afin de discuter des conditions de travail.

A l'échelle macroéconomique, c'est aussi un message d'espoir. Il faut continuer à réclamer une augmentation de la production et encourager un dialogue franc entre les pouvoirs publics, les employeurs et les travailleurs. Nous insistons constamment sur l'importance du dialogue car les solutions durables se trouvent toujours ensemble.

Mélance Maniragaba

BurundiEco
Media - Press - Web

Rohero I, Avenue de la Révolution, n°8
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 25 Avril 2025		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2909	2956
Euro	3297	3350
Shi. Kenyan	22,4970	22,8598
Shi. Tanzanien	1,0818	1,0992
Shi. Ougandais	0,7938	0,8066
Fr Rwandais	2,0634	2,0967

Sources : BRB/www.brb.bi

Journée internationale du travail

Les employeurs burundais appelés à anticiper les défis sociaux et économiques

Le 1^{er} mai 2025, à l'occasion de la Journée internationale du travail célébrée au stade Intwari de Bujumbura, le président de l'Association des Employeurs du Burundi (AEB), Bernard Selemani, a présenté le bilan des actions menées par l'organisation au cours de l'année écoulée. Il a également profité de cette occasion pour formuler plusieurs recommandations à l'endroit des pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs.



Le président de l'Association des Employeurs du Burundi (AEB), Bernard Selemani a rappelé que la pénurie du carburant et les coupures intempestives de l'électricité font chuter la production des entreprises.

Au cours de l'exercice 2024-2025, l'Association des Employeurs du Burundi s'est principalement consacrée à la sensibilisation des employeurs et à la vulgarisation des textes d'application du nouveau Code du travail. Ces actions ont été concentrées sur la prévention des accidents et des maladies liées au travail. Afin de rendre cette législation accessible à un large public, deux brochures ont été rédigées avec le concours de spécialistes. La première identifie les agents chimiques, biologiques et physiques présents dans les lieux de travail, expose les maladies qu'ils peuvent causer et les moyens de les prévenir. La seconde présente les normes de protection à adopter afin d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs. Ces documents sont en cours de diffusion dans les entreprises et les usines du pays via des moyens électroniques.

La promotion de l'égalité entre les sexes en milieu professionnel a également constitué une priorité pour l'AEB. Selon les données issues de recherches menées par l'Organisation internationale du travail, les entreprises qui emploient des femmes et des hommes de

manière équitable affichent des performances supérieures à celles qui pratiquent une forme d'exclusion ou de discrimination. Consciente de cet enjeu, l'AEB a organisé plusieurs conférences dans les principales villes du pays, notamment à Bujumbura, Gitega et Ngozi, afin de sensibiliser les employeurs à l'intérêt stratégique d'intégrer les femmes dans le marché du travail. Par ailleurs, une autre publication a été produite pour aider les chefs d'entreprise à adopter des comportements visant à prévenir les discriminations et les cas de harcèlement fondés sur le genre. Ce guide pratique a été distribué à tous les membres de l'association par voie numérique.

Résilience des employeurs et maintien de l'activité économique et de la cohésion sociale

Dans son allocution, Bernard Selemani a salué l'état d'avancement des travaux de rénovation du stade Intwari, soulignant l'implication des différents contributeurs qui ont permis à ce projet d'être réalisé. Il a exprimé sa reconnaissance pour

le climat de paix et de sécurité qui prévaut dans le pays, soulignant qu'aucune activité économique, même modeste, ne saurait prospérer sans cette stabilité fondamentale. Il s'est également réjoui des bonnes récoltes de maïs enregistrées récemment, tout en félicitant les employeurs qui ont réussi à préserver les emplois malgré les nombreuses difficultés économiques rencontrées.

Bien que le pays ait connu une forte diminution de ses réserves en devises étrangères, une pénurie prolongée du carburant et des coupures fréquentes d'électricité, certains employeurs ont été contraints de réduire leur personnel. Néanmoins, beaucoup d'entre eux ont fait preuve de résilience en maintenant les travailleurs dans leurs postes, démontrant un engagement fort à maintenir l'activité et la cohésion sociale. Le président de l'AEB a insisté sur l'importance de la solidarité entre employeurs et employés, rappelant que « le travailleur et l'employeur partagent un même destin : ils doivent faire front commun en toute circonstance ».

Il a également rendu hommage aux travailleurs qui, malgré des conditions de transport de plus en plus difficiles, notamment en raison de la pénurie de carburant, continuent à faire preuve d'assiduité et de ponctualité. Certains doivent parcourir de longues distances pour rejoindre leur lieu de travail en raison de la rareté des véhicules assurant le transport collectif. Cet effort, a-t-il souligné, mérite une reconnaissance particulière. « L'alternative pour beaucoup, aujourd'hui, c'est de marcher et ils le font sans tergiverser », a-t-il déclaré, saluant leur courage.

Une stratégie pour sortir de la crise et renforcer la protection sociale

Concernant la protection sociale, le président de l'AEB a relevé que, bien qu'aucune réforme d'envergure n'ait encore été réalisée, l'Etat a multiplié les initiatives en organisant des ateliers et des consultations visant à renforcer les mécanismes de sécurité sociale. Il a néanmoins insisté sur la nécessité de structurer ce domaine à travers la mise en place de trois mutuelles de santé couvrant respectivement les fonctionnaires, les salariés du secteur privé et les travailleurs du secteur informel. « Nous devons anticiper : tôt ou tard, ces mutuelles verront le jour. Les employeurs doivent s'y préparer dès maintenant », a-t-il prévenu.

S'agissant des difficultés économiques liées à la pénurie de devises, Bernard Selemani a plaidé pour un recours accru aux partenaires internationaux, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale. Il a affirmé que la pauvreté n'est pas une spécificité burundaise, mais que ces institutions peuvent jouer un

rôle de levier à condition que le Burundi respecte certains principes fondamentaux. Parmi ceux-ci figurent la lutte contre la violation des droits de l'homme, la lutte contre la corruption, la limitation des détournements de fonds publics et la stimulation des exportations. « Si le pays n'a pas d'autres moyens pour générer des devises, il faut respecter ces conditions et le faire avec responsabilité », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, le président de l'AEB a abordé les conséquences de la crise énergétique sur le tissu économique national. De nombreuses entreprises, notamment dans le secteur des télécommunications et de l'industrie..., ne peuvent pas fonctionner sans électricité ou carburant pour alimenter leurs groupes électrogènes. Il arrive fréquemment que les deux sources d'énergie soient indisponibles simultanément. Ce qui impacte lourdement la production et les résultats financiers des entreprises. Dans ce contexte, certaines entreprises s'attendaient à des mesures de soutien, mais elles se sont retrouvées confrontées à des charges fiscales accrues. Bernard Selemani a ainsi appelé à renforcer le dialogue entre les décideurs politiques et les entrepreneurs, estimant qu'« il est temps que les discussions franchissent le cap des mots et se traduisent par des actes concrets, concertés et efficaces ».

Clôturant son propos, le président de l'AEB a rappelé aux employeurs l'importance de respecter les obligations liées à la protection sociale de leurs employés, ajoutant que celle-ci constitue un pilier fondamental de la stabilité du monde du travail et du développement économique du pays.

Gilbert Nkurunziza

SOCIÉTÉ

L'employabilité des jeunes, un défi majeur au Burundi

Malgré les nombreuses initiatives mises en place pour promouvoir l'insertion professionnelle, le chômage et la précarité de l'emploi demeurent des obstacles considérables. Ces difficultés sont principalement influencées par des facteurs socio-économiques qui rendent l'accès au marché du travail complexe. A l'occasion de la Journée mondiale du travail et des travailleurs, nous avons voulu revenir sur les principaux enjeux liés à l'employabilité des jeunes.

Même si les chiffres précis sur le taux de chômage restent peu accessibles, il est évident que les jeunes diplômés peinent à trouver des opportunités correspondant à leur niveau de formation. Ce paradoxe s'explique par le fait que de nombreux employeurs recherchent une main-d'œuvre hautement qualifiée, avec des compétences humaines et techniques qui ne sont pas toujours dispensées dans le système éducatif burundais. Ainsi, alors que des entreprises cherchent activement à recruter, de nombreux jeunes restent sans emploi faute de qualifications adaptées aux exigences du marché.



Les jeunes diplômés peinent à trouver des opportunités correspondant à leur niveau de formation.

Pour remédier à cette situation, plusieurs parties prenantes suggèrent une réforme du système éducatif afin d'adapter les formations aux besoins du marché du travail. L'insertion des compétences transversales dans les curricula scolaires, est jugée

essentielle. Par ailleurs, il est primordial de revoir les programmes de formation des enseignants afin qu'ils puissent transmettre aux élèves des connaissances pratiques adaptées aux réalités du monde professionnel.

A la recherche des pâturages verts

Face au manque d'opportunités d'emploi, de nombreux jeunes Burundais aspirent à travailler à l'étranger pour améliorer leur situation économique. La migration vers la Serbie a été particulièrement marquante, mais d'autres destinations comme la Zambie, l'Afrique du Sud et le Kenya attirent également les jeunes. Par ailleurs, cette migration autrefois dominée par les hommes concerne aujourd'hui de nombreuses femmes burundaises qui se rendent à Oman et en Arabie Saoudite à la recherche du travail. Si cette dynamique permet à ces jeunes de générer des revenus pour subvenir à leurs besoins et soutenir leurs familles, elle n'est pas sans risques. Nombre d'entre eux empruntent des voies informelles. Ce qui les expose à des abus et à des conditions de travail précaires. De plus, cette fuite de talents prive le Burundi d'une main-d'œuvre jeune et dynamique qui pourrait contribuer au développement du pays.

L'entrepreneuriat, une alternative

Beaucoup de jeunes Burundais se lancent dans le secteur informel, notamment comme agents de transfert d'argent ou travailleurs

domestiques, même lorsqu'ils sont diplômés. D'autres investissent dans de petites entreprises agricoles, l'élevage, la transformation agroalimentaire et le recyclage. Cependant, ces initiatives sont confrontées à de nombreux défis, notamment l'accès limité aux financements, l'instabilité économique et le manque de débouchés pour leurs produits sur le marché national et international.

Pourtant, en guise de soutenir l'emploi des jeunes, le gouvernement et certaines organisations ont mis en place plusieurs initiatives. Parmi elles, la Banque d'Investissement pour les Jeunes qui vise à faciliter l'accès aux financements, tandis que le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) finance des projets entrepreneuriaux. De plus, la promotion des coopératives permet aux jeunes de mutualiser leurs ressources et de renforcer leur capacité d'innovation.

En plus de ces efforts, l'adaptation du système éducatif, la facilitation de l'accès aux financements et la création d'opportunités locales seront essentielles pour garantir un avenir meilleur aux jeunes Burundais.

Florence Inyabuntu

1^{er} mai ou mémoire d'une lutte universelle pour la justice sociale

Symbole mondial de la lutte ouvrière, la Fête du Travail puise ses racines dans les combats du XIX^e siècle pour la dignité, la justice sociale et la réduction du temps de travail. Du massacre de Haymarket à Chicago aux défilés contemporains, le 1^{er} mai incarne une mémoire collective de résistance et de revendications toujours actuelles.



A l'époque, le temps de travail dépasse souvent douze heures par jour, les enfants sont engagés dès leur tendre enfance et la sécurité au travail est quasiment nulle.

Les origines sanglantes du combat pour les huit heures

En 1886, cette bataille atteint un tournant crucial aux Etats-Unis. Suite à l'appel de diverses organisations syndicales, des centaines de milliers d'employés entament une grève le 1er mai pour demander la mise en œuvre de la journée de huit heures. A Chicago, un des bastions du syndicalisme américain, la mobilisation prend une ampleur jamais vue auparavant.

Le 4 mai, durant une manifestation pacifique à Haymarket Square, une bombe a été lancée sur les forces de l'ordre. La police répond par des coups de feu, occasionnant plusieurs décès. Malgré l'absence presque totale de preuves de leur participation, huit anarchistes

sont interpellés. L'année suivante, dans un contexte de répression politique intense, quatre d'entre eux sont exécutés par pendaison. Ces hommes seront connus dans l'histoire sous le nom de « Martyrs de Chicago ». Trois ans après, en 1889, lors de son assemblée à Paris, la Deuxième Internationale Socialiste décide de considérer le 1er mai comme une journée annuelle de protestation en faveur des droits des travailleurs en mémoire des événements de Chicago.

Cette date est en train de devenir un emblème global de la lutte des travailleurs. Dès 1890, l'année suivante, des cortèges sont organisés dans diverses capitales européennes et parfois réprimés avec violence. En 1891, à Fourmies, dans le Nord de la France, la répression connaît son apogée. Ce

jour-là, des policiers ouvrent le feu sur une masse de manifestants non violents, provoquant la mort de neuf personnes parmi lesquelles plusieurs jeunes. Ce drame amplifie le retentissement de la journée dans l'opinion générale. Progressivement, le 1^{er} mai devient une date incontournable dans les agendas politiques et sociaux. C'est sous le règne du Front Populaire en France que la journée acquiert une nouvelle dimension.

Une mémoire vivante entre hommage et réappropriation

En 1941, le gouvernement de Vichy essaie de se la réapproprier en l'appelant « Fête du travail et de la concorde sociale », mais ce n'est qu'en 1947, suite à la Libération, qu'elle est formellement établie

comme un jour férié et rémunéré. Au cours du XX^e siècle, d'autres nations mettent en place des mesures comparables. Que ce soit en Allemagne, en Italie ou au Brésil, la journée est déclarée fériée et dédiée aux revendications sociales. Toutefois, les États-Unis, désireux de se distinguer des courants socialistes, instaurent leur propre « Jour du Travail », célébré en septembre.

Actuellement, l'interprétation du 1^{er} mai diffère en fonction des contextes nationaux. Dans quelques nations, c'est un jour de congé célébré par des manifestations syndicales et des prises de parole militantes.

Par ailleurs, la journée a perdu de son importance politique et tend vers une célébration plus consensuelle du travail. Dans les systèmes autoritaires, cette date est parfois célébrée officiellement, mais les manifestations des travailleurs y sont fréquemment restreintes ou contrôlées.

En dépit de ces disparités, le 1er mai continue à être un des rares emblèmes réellement universels de la lutte sociale. Il matérialise les efforts déployés par les générations précédentes pour acquérir des droits essentiels, comme la réduction du temps de travail, la sécurité professionnelle, la protection sociale et l'acceptation des syndicats. Dans un monde marqué par des disparités persistantes et une mutation rapide des formes de travail, cette journée demeure le symbole d'une demande de justice et de solidarité, héritée d'une longue tradition de luttes ouvrières.

Gilbert Nkurunziza

GENRE

Autonomisation de la femme

Le développement du pays en dépend

L'autonomisation de la femme Burundaise est un enjeu crucial pour le développement du Burundi. Malgré des avancées notables en matière d'éducation des filles et d'entrepreneuriat, de nombreux défis subsistent dans ce secteur, notamment ceux liés à l'accès aux financements, à l'égalité dans l'emploi et aux stéréotypes socioculturels. Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du travail et des travailleurs, revenons sur les progrès réalisés, les obstacles persistants et les perspectives pour renforcer l'émancipation économique et sociale des femmes burundaises.



Bien que des avancées significatives aient été réalisées en matière d'autonomisation de la femme burundaise, il reste encore un long chemin à parcourir dans ce secteur.

créent leurs propres entreprises, notamment dans l'agriculture, l'artisanat et le commerce ; des secteurs qui attirent désormais les jeunes filles et femmes burundaises. Cette dynamique leur permet non seulement d'être autonomes financièrement et de subvenir aux besoins de leurs familles, mais aussi de contribuer activement au développement socio-économique du pays.

Malgré les avancées, plusieurs blocages restent à surmonter

Bien que des progrès significatifs soient observés en matière d'autonomisation de la femme burundaise, elle reste confrontée à des défis majeurs, notamment l'accès limité aux financements. Il reste encore beaucoup à faire pour

leur faciliter l'obtention des prêts bancaires. Plusieurs initiatives ont été mises en place pour accompagner leur développement, parmi lesquelles la création de la Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes et le Fonds FIGA qui facilitent l'accès aux financements pour les entrepreneures. De même, les programmes de formation en gestion et en leadership visent à renforcer les capacités des femmes à diriger leurs propres affaires, mais ces efforts n'ont pas encore permis de surmonter définitivement cet obstacle majeur.

Un autre défi est lié aux stéréotypes socioculturels. Certains métiers restent largement dominés par les hommes, limitant l'accès des femmes à des secteurs innovants. Malgré des avancées notables, les statistiques montrent que la fréquentation des facultés techniques et scientifiques par les filles reste faible. Cela représente un frein à leur compétitivité face à leurs homologues masculins.

La faible représentation des femmes burundaises dans la sphère politique et décisionnelle constitue également un blocage. Le nombre de femmes occupant des postes clés dans l'administration ou les grandes entreprises reste insuffisant malgré les progrès réalisés. Par ailleurs, la conciliation entre vie familiale et travail demeure un défi, notamment en raison des responsabilités

domestiques qui, dans la plupart des cas, reposent sur les femmes, limitant ainsi leur engagement professionnel.

Comment en venir à bout ?

Pour surmonter ces défis, il est essentiel d'encourager les filles à poursuivre leur éducation et leur formation professionnelle en embrassant des filières adaptées aux besoins du marché du travail. Il est également crucial de renforcer les politiques inclusives en veillant à l'application des lois sur l'égalité des genres et en soutenant l'accès des femmes aux postes de décision.

L'accompagnement des entrepreneures, notamment à travers des programmes de mentorat et des financements plus accessibles, constituerait une avancée significative. De plus, il est primordial de sensibiliser la société à l'importance des femmes dans l'économie et le développement du pays.

Pour que ces efforts portent des fruits, toutes les parties prenantes doivent unir leurs forces afin d'offrir aux femmes davantage d'opportunités, de financements et de reconnaissance.

Florence Inyabuntu

Journée internationale du travail 2025

Quatre cadres du PAEEJ décorés pour leur engagement en faveur de l'emploi des jeunes

A l'occasion de la Journée internationale du travail célébrée ce jeudi 1er mai 2025, le Président de la République du Burundi, a profité des cérémonies officielles organisées à Bujumbura pour récompenser les résultats jugés exceptionnels du Programme d'Appui à l'Emploi et à l'Entrepreneuriat des Jeunes (PAEEJ). Les gestionnaires de ce programme, lancé il y a quatre ans, ont été primés avec cinq millions BIF chacun et bien plus

Dans son allocution de circonstance, le résident de la République Evariste Ndayishimiye a rappelé que le PAEEJ a déjà formé 44 929 jeunes à travers le pays dans le but de les aider à concevoir, développer et gérer leurs propres projets. Grâce à cette initiative, environ 3 899 projets ont été financés. Ce qui a permis à près de 16 846 jeunes autrefois au chômage d'accéder à un emploi stable. Pour le chef de l'Etat, ces résultats sont la preuve tangible qu'un programme public bien structuré et bien dirigé peut générer un impact significatif sur le développement socio-économique du pays, notamment en réduisant sensiblement le chômage des jeunes.

C'est dans ce contexte que quatre cadres dirigeants du PAEEJ ont été publiquement décorés par le président Ndayishimiye pour leur rôle déterminant dans la mise en œuvre de ce projet. Il s'agit du professeur Désiré Manirakiza,



L'équipe direction du PAEEJ a été récompensée par le président de la République.

coordonnateur national du PAEEJ, de Clarisse Nsabimana, directrice administrative et financière du PAEEJ, du docteur Hassan Kibeya, chef du département Entrepreneuriat et d'Alida Niyongabo, responsable de la formation et du renforcement des capacités. Chacun de ces quatre responsables s'est vu remettre une enveloppe d'un montant de cinq millions de francs burundais (BIF) et véhicule de service de type double cabine leur a été promis. Le président Ndayishimiye a précisé

que ces véhicules resteront leur propriété même au moment de leur départ à la retraite. Il a souligné que cette reconnaissance est une manière de récompenser leur dévouement, leur compétence et leur efficacité dans l'exécution de leurs missions.

PAEEJ a les leaders qu'il mérite

Devant une foule de salariés rassemblés pour la fête du travail au stade Intwari, le président

Ndayishimiye a exprimé son admiration pour le leadership du professeur Désiré Manirakiza, le qualifiant de « fierté nationale » et affirmant qu'il est un modèle de compétence, d'efficacité et d'engagement. Selon lui, la formation universitaire du professeur Manirakiza ne se limite pas à un titre académique, mais se traduit dans par des résultats concrets et mesurables sur le terrain. Il a ajouté que si tous les ministres et gestionnaires des projets publics agissaient avec la

même rigueur et la même efficacité que l'équipe du PAEEJ, il n'y aurait plus un seul Burundais sans revenu digne, car chacun disposerait d'au moins un million de francs burundais en poche grâce à l'essor de l'entrepreneuriat.

En clôturant son propos, le président a lancé une question rhétorique à l'auditoire : « Y'a-t-il quelqu'un ici qui regrette que les responsables du PAEEJ aient été récompensés aujourd'hui ? » Une manière de renforcer le message que la reconnaissance des efforts ne doit pas être perçue comme une faveur, mais comme un devoir de justice et de promotion de l'excellence. Il a ainsi exhorté les autres institutions publiques à s'inspirer du modèle du PAEEJ et à se concentrer sur les résultats concrets, l'impact social et le service à la nation.

Cette célébration de la fête du travail, marquée par une rare reconnaissance officielle rare d'une équipe unique et homogène aura donc été placée sous le signe de la performance, de l'intégrité et de l'investissement dans la jeunesse. Un message clair et direct à l'ensemble de l'administration publique : seule une action efficace mérite d'être saluée.

Signalons que pour l'année 2025 la Journée Internationale du Travail et des Travailleurs a été célébrée au Burundi sous le thème : « Accroissons la production tout en méditant sur l'objectif ultime d'un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060 ».

Gilbert Nkurunziza

SOCIETE

Discours musclé d'Evariste Ndayishimiye

Le président dénonce la corruption et l'inertie observées au sein du BBN

Lors des célébrations de la Journée internationale du travail organisées à Bujumbura le 1er mai 2025, le président Evariste Ndayishimiye a surpris l'auditoire par un discours virulent à l'encontre du Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité (BBN). Il l'a accusé de graves manquements dans l'exécution de ses tâches jusqu'à lui attribuer une « médaille de la honte », un acte symbolique rare, mais fort de sens.

« Le BBN était présent dans le défilé et paraissait réjoui, mais ailleurs, d'autres citoyens pleuraient à cause de désagréments leur causés par de cette institution », a-t-il lancé devant les travailleurs réunis au stade Intwari dans la ville de Bujumbura. Il a ensuite évoqué le cas précis d'un jeune entrepreneur burundais ayant vu ses produits refusés par le BBN au motif qu'ils ne remplissaient pas les standards requis. « Imaginez, ce jeune a eu une initiative louable : il a apporté ses produits au BBN pour analyse. On lui a refusé la certification. Mais plus tard, il est allé au Canada et il a obtenu un certificat qui atteste que ses produits sont excellents. » Fustigeant l'attitude du BBN, le président a exprimé son indignation : « Aujourd'hui, le jeune entrepreneur exporte vers le



Le président de la République Evariste Ndayishimiye n'a pas mâché ses mots. Selon lui, certaines pratiques au sein du Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité BBN relèvent du chantage pur et simple.

Canada et les Etats-Unis, au moment où BBN, ici chez nous, continue à bloquer son dossier. Est-ce que BBN a plus d'expertise que les Canadiens ? Pourquoi cela ? Sans doute à cause de la corruption. »

Le président Ndayishimiye n'a

pas mâché ses mots. Selon lui, certaines pratiques au sein du BBN relèvent du chantage pur et simple. « Ils attendaient que ce jeune entrepreneur leur donne des pots-de-vin, en vain. Pourtant, ses produits ont été certifiés ailleurs. Ici, on lui dit qu'ils ne sont pas de

qualité. Ce n'est pas seulement incompréhensible, c'est honteux. »

BBN toujours dans le viseur du Président de la République

Poursuivant sur le même ton, le président Ndayishimiye a élargi sa dénonciation à d'autres cas de favoritisme au sein du BBN. Il a évoqué la situation d'un commerçant lésé dans l'importation des marchandises en raison d'une concurrence protégée par des connivences internes. « Un commerçant a importé des produits, puis on a refusé à un autre d'introduire les mêmes articles, sous prétexte qu'ils ne répondent pas aux critères requis. Pourtant, après enquête personnelle, il a été démontré que les deux lots étaient identiques. Que cache cette incohérence si ce n'est encore une fois la corruption ? », se demande le président de la République

Evoquant la gravité de ces comportements, il a martelé : « Des commerçants soudoient des agents du BBN pour être les seuls à vendre un produit donné. Cela fait reculer l'économie, détruit la concurrence et étouffe l'innovation. »

BBN porte la médaille de la honte !

Devant tous les salariés présents au stade, dont les employés du

BBN, le président a lancé une salve directe : « Vous étiez là dans le défilé. Vous étiez bien habillés, fiers même. Mais moi, je vous le dis, vous portez la médaille de la honte. Vous avez trahi votre mission. Au lieu d'accompagner les entrepreneurs, vous les sabotez. » Il a ensuite appelé à une réforme urgente des pratiques internes du BBN : « Commencez à travailler 16 heures par jour ! Et lorsqu'un citoyen vous apporte un produit pour analyse, vous devez lui donner une réponse dans un délai maximum de trois jours. C'est ça, servir le pays. »

Cette allocution sans filtre, applaudie par l'assistance, s'inscrit dans une série d'interventions de plus en plus fréquentes du chef de l'Etat contre les dérives administratives et la corruption. Il confirme aussi la volonté d'instaurer une culture de redevabilité dans les services publics. Si les responsables du BBN ne se sont pas encore exprimés publiquement après cette déclaration, c'est que l'impact de ces paroles est déjà notable. Dans les milieux d'affaires comme sur les réseaux sociaux, de nombreux citoyens saluent ce coup de poing présidentiel contre une bureaucratie jugée paralysante.

Gilbert Nkurunziza

Projet Soleil Nyakiriza: Une révolution énergétique pour la santé, l'éducation et les ménages au Burundi

400 formations sanitaires, 400 écoles fondamentales sont en cours d'électrification par énergie solaire photovoltaïque tandis que 65 000 ménages bénéficieront des kits solaires individuels de bonne qualité et certifiés VERASOL. Parallèlement, 300 000 ménages seront équipés des systèmes de cuisson économes et propres testés pour leur efficacité énergétique.

Le Projet Soleil Nyakiriza est un projet du Gouvernement du Burundi financé par la Banque Mondiale. Mardi 29 avril 2025. Le Projet a organisé un atelier d'échange avec les administratifs provinciaux et communaux, les autorités sanitaires et éducatives bénéficiaires dudit projet.

A cette occasion, Monsieur Samuel Macumi, coordonnateur dudit projet a fait savoir qu'il est prévu d'électrifier 400 formations sanitaires, 400 écoles fondamentales et 65 000 ménages à l'aide des kits solaires individuels. En outre, 300 000 ménages bénéficieront des systèmes de cuisson économes et propres. Actuellement, Monsieur Macumi précise que le projet Soleil Nyakiriza est en train d'atteindre sa vitesse de croisière dans l'exécution de ses activités.

Pas mal de formations sanitaires déjà connectées à l'énergie solaire

Plusieurs formations sanitaires des provinces de Muyinga, Karusi, Rutana et Bujumbura sont déjà électrifiées et le processus menant vers l'électrification des autres formations sanitaires est avancé. Les techniciens de maintenance des districts sanitaires et du ministère en charge de l'éducation sont en cours de formation. Des équipements de maintenance de pointe ont été installés dans les ateliers de maintenance réhabilités grâce au projet.

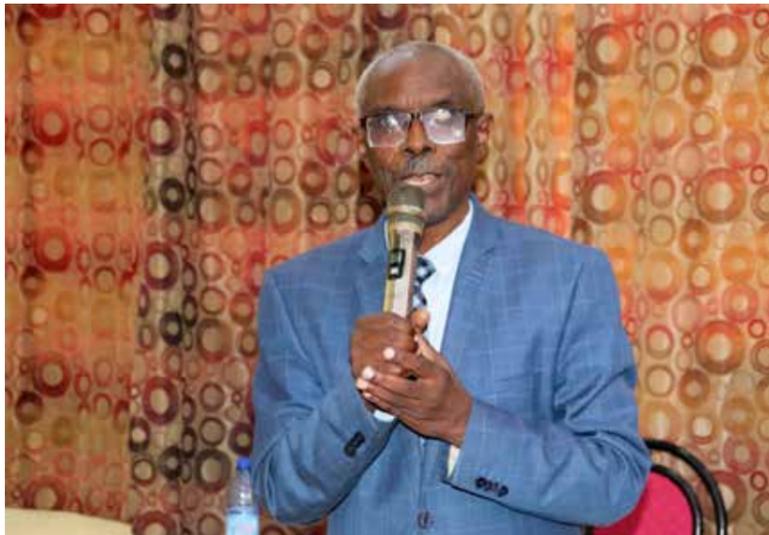
Les activités de construction des foyers améliorés institutionnels évoluent bien dans les écoles à cantines scolaires

Concernant les écoles, le Coordonnateur du Projet fait remarquer que le travail de construction des foyers améliorés institutionnels évolue bien. Les écoles pilotes sélectionnées ont été déjà électrifiées. Le rapport d'évaluation de la qualité des installations est positif et on se prépare à commander les équipements nécessaires à l'électrification des 400 écoles ciblées par le projet.

Quant à l'électrification des ménages, Macumi indique que des kits solaires individuels de haute qualité certifiés VERASOL sont désormais disponibles dans tout le pays et que la prochaine étape concerne la mise en vente des systèmes de cuisson économes et propres testés pour leur efficacité énergétique (temps de cuisson, réduction de l'émission des gaz à effet de serre et réduction des combustibles). Ces systèmes de cuisson économe et propre sont testés à l'Université du Burundi dans un laboratoire équipé par le Projet Soleil Nyakiriza. Toujours



Monsieur Samuel Macumi, coordonnateur du projet Soleil Nyakiriza : « Il est prévu d'électrifier 400 formations sanitaires, 400 écoles fondamentales et 65 000 ménages à l'aide des kits solaires individuels ».



Edouard Juma Spécialiste Education au sein de l'Unité de Coordination du Projet : « Les 400 écoles ciblées par le projet vont bénéficier de foyers améliorés institutionnels, de cuisines modernes et de l'énergie solaire ».

dans le domaine de l'éducation, le projet SOLEIL NYAKIRIZA a recruté l'Agence Universitaire de la Francophonie pour faire l'étude menant vers la création des filières de Master en énergie renouvelable à l'Université du Burundi et l'intégration de cette dernière dans les curricula scolaires.

La maintenance, une pierre angulaire du Projet Soleil Nyakiriza

L'innovation du Projet Soleil Nyakiriza par rapport aux projets qui s'orientent vers le solaire hors réseau est la maintenance. En effet, des techniciens de maintenance des districts sanitaires et du ministère de l'éducation sont en cours de formation, des équipements de pointe ont été installés dans les ateliers de maintenance réhabilités par ledit projet.

Le Coordonnateur du Projet Soleil Nyakiriza demande alors aux administratifs et à la population de garantir une utilisation optimale de ces équipements de maintenance qui sont de pointe mis à la disposition des Districts sanitaires et d'éviter leur détérioration, leur détournement ainsi que tout autre usage abusif de ces derniers.

Dr Aloys Hakizimana Spécialiste Santé au Projet SOLEIL NYAKIRIZA affirme que les équipements solaires photovoltaïques sont de bonne qualité qui incarne un système de suivi digital à distance afin de détecter les équipements

tout dysfonctionnement à temps et y répondre conséquemment.

Ces équipements solaires sont aussi hybride à- dire qu'avec les mêmes installations, on peut utiliser l'énergie solaire, celle générée par la Regideso ou un groupe électrogène. Les études pour atteindre à un dimensionnement approprié pour chaque formation sanitaire ont été faites.

Grâce à ces équipements, les prestations sanitaires ont été améliorées. Dr Aloys HAKIZIMANA



Dr Aloys Hakizimana Spécialiste Santé au Projet SOLEIL NYAKIRIZA : « Les équipements solaires photovoltaïques sont de bonne qualité qui incarne un système de suivi digital à distance afin de détecter les équipements tout dysfonctionnement à temps et y répondre conséquemment ».

De plus, ces foyers améliorés sont plus économes, car les témoignages des parents qui les utilisent pour la cuisson des aliments dans les écoles à cantines scolaires disent que le bois de chauffage consommé lorsqu'on utilise les foyers améliorés du projet Soleil Nyakiriza durent trois mois de plus par rapport à l'utilisation des foyers améliorés classiques.

Selon toujours Juma, le temps utilisé pendant la cuisson devient court.

Vers la création des filières de Master en énergies renouvelables à l'Université du Burundi et l'intégration de cette dernière dans les curricula scolaires.

Pour la pérennisation des acquis du Projet Soleil Nyakiriza, le Projet Soleil Nyakiriza a recruté l'Agence Universitaire de la Francophonie pour mener des études menant vers la mise en place des filières de Master en énergies renouvelables à l'Université du Burundi et l'intégration de cette dernière dans les curricula scolaires. Les études sont en cours et demande plutôt les participants à l'atelier de mobiliser les burundais pour intégrer la filière.

Dr Pacifique Nicimpaye, Médecin Directeur du District Sanitaire d'Isale dans la Province Sanitaire de Bujumbura se réjouit du fait que presque toutes les formations sanitaires de sa circonscription sont connectées à l'énergie grâce au projet Soleil Nyakiriza. Tous les appareils bio médicaux sont pour le moment fonctionnels. Il éprouve un sentiment de satisfaction, car les prestations des soins de santé se sont améliorées.

Promotion des kits solaires individuels et l'utilisation des systèmes de cuisson économe et propre

Le projet Soleil Nyakiriza appuie le Secteur privé pour la vente des kits solaires individuels et les systèmes de cuisson économes et propre.

Des kits solaires individuels de bonne qualité certifiés VERASOL sont en cours de vente partout dans le pays. Les autorités sont appelées à mobiliser la population pour une adoption et adhésion massive à ces produits. Parallèlement, des systèmes de cuissons économes et propres seront bientôt sur le marché. Ces systèmes de cuissons sont testés pour leur efficacité énergétique c'est-à-dire la réduction des combustibles, le temps de cuisson et l'émission des gaz à effet de serre. Ces tests sont effectués à l'Université du Burundi qui, son laboratoire a été équipé grâce au Projet Soleil Nyakiriza.

Pour la gestion des déchets électroniques et électriques issus de la circulation dans les ménages et dans les infrastructures sociales, le Projet a recruté un cabinet pour l'élaboration en collaboration avec tous les ministères concernés de la politique et de la Stratégie Nationale de Gestion des Déchets Electriques et Electroniques.

Notons que le projet Soleil Nyakiriza incarne la volonté du gouvernement de promouvoir les énergies renouvelables, de renforcer les infrastructures sociales et d'établir les bases d'un développement durable.

Les semences de maïs hybride locales

«Leur rendement est bon»

Le multiplicateur des semences de maïs hybride Jean Pierre Bigirimana appuyé par la société SETRACO en collaboration avec IFDC à travers son projet PSSD 2 sous le financement de l'Ambassade du Royaume du Pays Bas au Burundi se réjouit du fait qu'il est en train d'enregistrer des succès dans ses activités et que même la communauté de sa localité en profite malgré certains défis. Il demande au gouvernement de prioriser l'achat des semences produites au niveau local, car leur rendement est bon. La direction de l'homologation variétale et réglementation semencière à l'ONCCS et la direction de la Promotion des Filières Agricoles et des Produits Non Ligneux abondent dans le même sens



Jean Pierre Bigirimana, multiplicateur des semences de maïs hybride habitant la colline Nkoronko de la commune Buhiga dans la province de Karusi : «Je demande à l'Etat de prioriser l'achat des semences produites localement avant de penser à l'importation».

«Ça fait déjà trois ans que j'opère dans le secteur de la multiplication des semences de maïs hybride. Je produis les semences de la variété BURAKEYE», précise Jean Pierre Bigirimana, âgé de 38 ans et père de 6 enfants, multiplicateur des semences de maïs hybride habitant la colline Nkoronko de la commune Buhiga dans la province de Karusi jeudi le 24 avril 2025.

Il a des plantations de ces semences estimées à 20 hectares. Il affirme que le rendement est bon car, ces dernières années, il a récolté 75 tonnes de semences de maïs hybride.

Il espère atteindre une production de 100 tonnes dans les jours à venir, car il a tout ce dont on a besoin pour booster la production agricole. Il a des fertilisants. Il a également une étendue suffisante estimée à 80 hectares pour étendre ses plantations.

Bigirimana contribue à la création de l'emploi

Il se réjouit aussi du fait que ses activités contribuent à l'amélioration des conditions de vie de son personnel estimé à 280 unités. Nonobstant, il demande à l'Etat de prioriser l'achat des semences produites localement avant de penser à l'importation.

Il précise cela, car il y a une quantité non négligeable de semences de maïs hybride qui n'a pas été écoulée. Les agriculteurs se sont contentés de l'achat des semences importées, car elles n'étaient pas chères. Elles s'achetaient à presque 4000 FBu le kg contre 12 000 FBu le kg pour les semences locales.

Les communautés en profitent

Mr Evariste Barampama et Mme Euphémie Ndahabonimana, certains des membres de son personnel se réjouissent du fait que les activités agricoles de Bigirimana leur permettent d'améliorer les conditions de vie de leurs familles. Grâce à l'argent qu'ils perçoivent après avoir presté chez le multiplicateur Bigirimana, ils indiquent qu'ils parviennent à envoyer leurs enfants à l'école, à les faire soigner, etc. De plus, ils améliorent leurs connaissances en matière de bonnes pratiques agricoles.

Jean Guillaume Nzeyimana, directeur de l'homologation variétale et réglementation semencière à l'Office National de Contrôle et de Certification des



Jean Guillaume Nzeyimana, directeur de l'homologation variétale et réglementation semencière à l'ONCCS : «le rendement des semences de maïs hybride est bon».

Semences (ONCCS) indique qu'on a deux types de variétés de maïs. C'est-à-dire les maïs hybrides et composit. Il fait remarquer que l'homologation des maïs hybrides a commencé en 2013.

A ce moment-là, huit variétés de maïs hybride ont été

homologuées et vulgarisées dans les communautés. Raison pour laquelle les communautés parlent beaucoup plus de la variété de maïs PAN 53. Et, pour le moment, Nzeyimana fait remarquer que l'ONCCS a homologué d'autres variétés des compagnies tant locales qu'étrangères. Au niveau local, la plus connue est la société SETRACO.

L'option de la production des semences locales encouragée par l'ONCCS

Au cours des séances d'homologation, Nzeyimana laisse entendre que l'ONCCS a demandé aux compagnies étrangères de faire la multiplication des semences de maïs hybride ici dans le pays pour faciliter l'accès à ces semences pour les agriculteurs. Malheureusement, elles n'ont pas honoré leurs engagements. Pour le moment, c'est la société SETRACO qui multiplie les semences de maïs hybrides au niveau local.

10 variétés de SETRACO homologuées

Il fait savoir que 10 variétés de SETRACO ont été homologuées par l'ONCCS. Elles sont même utilisées par les communautés. Selon lui, la production des semences de maïs hybride au niveau local était une option tout à fait nouvelle ici

au Burundi. Pour le moment, la production de ces semences est excellente. Et de confirmer que leur rendement est bon. Donc nous voulons que toute la production de ces semences de maïs hybride soit écoulée, argue-t-il.

Quid des pistes de solution pour éviter la mévente des semences

Pour gagner le pari, il faut que le ministère en charge de l'agriculture sache les quantités de semences de maïs dont la population a besoin au niveau national selon les zones agro écologiques du pays et les variétés. De plus, les quantités de semences disponibles variété par variété doivent être connues par le gouvernement à travers le ministère en charge de l'agriculture.

Dans ce sens, il prend la décision soit d'importer une certaine quantité pour compléter les semences disponibles dans l'objectif de satisfaire la demande, soit d'exporter le surplus. Et d'ajouter que le pays va en profiter, car les devises qu'il utilise pour importer ces semences seront affectées à la satisfaction d'autres besoins prioritaires. C'est un atout aussi pour les multiplicateurs des semences, car ils vont trouver facilement les débouchés.

Un coup de chapeau à l'IFDC pour son implication dans le développement du secteur agricole

Medar Ndayikengurukiye, directeur de la Promotion des Filières Agricoles et des Produits Non Ligneux au ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage se réjouit de l'implication de l'IFDC et d'autres partenaires dans la multiplication des semences de maïs hybride en particulier et d'autres cultures en général.

Il affirme que le gouvernement encourage cette initiative dans l'objectif d'avoir un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060. Il précise que la collaboration entre le ministère de tutelle et l'IFDC dans le développement du secteur agricole est bonne. Il promet de s'impliquer davantage dans la valorisation des semences de maïs hybride produites au niveau local car les études montrent réellement que le rendement est bon par rapport à celui du maïs composit.

Que la qualité prime toujours

Cependant, il demande aux multiplicateurs des semences d'être toujours prudents dans leurs activités dans l'objectif de produire des semences de qualité. Pour cela, l'amélioration de leur conservation, la disponibilité des emballages de qualité, etc sont une nécessité.

De surcroît, Ndayikengurukiye indique que le ministère de tutelle est en train de mettre en place une plateforme qui va réunir les multiplicateurs des semences, les quantités disponibles variété par variété, les demandeurs de ces semences, etc dans l'optique d'éviter qu'il y ait des méventes.

Notons que SETRACO signale qu'il y a déjà une mévente de plus de 70 tonnes de semences de maïs hybride dans les stocks.



Bigirimana a des plantations de ces semences estimées à 20 hectares.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

